

Aurélien ANTOINE

Professeur des Universités
Agrégé de Droit public
1^{re} classe
Faculté de Droit de Saint-Étienne
Université Jean-Monnet
Université de Lyon
aurelien.antoine@univ-st-etienne.fr



SPÉCIALITÉS ET ORGANISMES DE RATTACHEMENT

Spécialités : droits constitutionnel et administratif britanniques, droit administratif français, droit public des affaires

Membre du CERCRID – UMR 5137

Chercheur associé au CERSA, Université Paris II – Panthéon Assas

Président de la Section de Droit constitutionnel de la Société de Législation Comparée et membre de la Section de Droit de l'action publique

Membre de la *UK Constitutional Law Association*

Membre de l'Association Française de Droit Administratif

Membre de l'Association des Juristes Franco-Britanniques

PARCOURS UNIVERSITAIRE

1^{er} janvier 2019 Titulaire de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche
1^{er} septembre 2018 Promotion à la Première classe du corps des Professeurs d'Université
1^{er} septembre 2012 Affectation à la Faculté de Droit de l'Université Jean-Monnet - Saint-Étienne
21 juin 2012 Lauréat du premier concours national d'agrégation de Droit public (jury présidé par Didier Truchet)
30 juin 2008 Affectation à l'Université de Clermont-Ferrand I, Faculté de Droit, 1^{re} session 2008
Mars 2008 Qualification aux fonctions de maîtres de conférences par le Conseil national des Universités
2007 Doctorat en droit public. Intitulé de la thèse : « Prérogatives de puissance publique et droit de la concurrence ». Soutenance le 5 décembre 2007, à Grenoble. Jury composé de MM. le Professeur Sébastien Bernard (directeur de thèse), le Professeur Jean-Yves Chérot (rapporteur), le Professeur Michaël Karpenschif (rapporteur), le Président Bernard Stirn, et le Doyen Marcel-René Tercinet.
Mention très honorable avec félicitations du jury
2002-2003 DEA Droit public fondamental (option droit interne, mention Bien, major) Faculté de droit de Grenoble, Université Pierre Mendès France, Grenoble II
2001-2002 Maîtrise de Droit public (option droit interne, mention Bien, major) Faculté de droit de Grenoble, Université Pierre Mendès France, Grenoble II

PRIX ET RÉCOMPENSES

Prix de la Fondation Édouard Bonnefous - Institut de France (2022) pour l'ouvrage « Le Brexit. Une histoire anglaise ».

10^e Prix Olivier Debouzy (2021) de l'agitateur d'idées juridiques de l'année pour l'ouvrage « Le Brexit. Une histoire anglaise ».

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Licence 1 : Droit constitutionnel, Culture générale

Licence 3 : Droit des libertés fondamentales

Masters 1 et 2 : Droit public des affaires, droit des biens publics, droit des contrats publics, droit constitutionnel comparé, séminaire « rule of law » (en anglais), méthode de la note de synthèse.

Sciences-Po Lyon : Séminaire de 4^e année sur les négociations du Brexit

Matières enseignées les années antérieures : droit de la convention européenne des droits de l'Homme (Master 2), séminaire « dialogue des juges » (Master 2), droit de l'action publique (Master 2), droit public économique (Licence Franco-Brésilienne, Université de Sao Paulo).

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

Depuis 2018	Vice-doyen chargé des Relations internationales et de la Communication à la Faculté de Droit de Saint-Étienne Correspondant de l'École doctorale de Droit ED 492 des Universités de Lyon et Saint-Étienne
Depuis 2013	Vice-doyen chargé des Relations internationales à la Faculté de Droit de Saint-Étienne
Depuis 2013	Président de la Commission locale de recrutement de Saint-Étienne Membre du Conseil de Faculté
2013-2015	Chargé de mission à la Coordination des Masters de la Faculté de Droit de Saint-Étienne

RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

2018	Co-porteur de la mise en place du DE JurisPo entre le Collège de Droit et l'antenne stéphanoise de Sciences Po Lyon. Membre du Groupe de travail « Droit » pour la réalisation de l'IDEX Lyon.
Depuis 2015	Porteur et directeur du Collège de Droit - Parcours « Droit, Sociétés, Langues » de la Licence de la Faculté de Droit de Saint-Étienne
Depuis 2014	Responsable du programme PITES avec l'Université de Sao Paulo pour l'Université Jean-Monnet (en collaboration avec les universités Lyon II et Lyon III).
Depuis 2012	Codirecteur du Master 2 Droit des contrats publics (co-accréditation Lyon 2/Lyon 3/Saint-Étienne)
2012-2014	Coresponsable du Master 2 Droit public financier (co-accréditation Lyon 2/Lyon 3/Saint-Étienne)
2011-2013	Codirecteur du Master 2 Droit du patrimoine historique et culturel École de Droit - Clermont-Ferrand Université

RECHERCHE COLLECTIVE/DIRECTION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

Depuis 2021	Membre du comité de rédaction de la revue « Droit public comparé – <i>Comparative Public Law</i> » dirigée par Nicolas Gabayet
Depuis 2021	Responsable de la rubrique Brexit du <i>Club des Juristes</i> , avec Denys Simon
2020-2021	Co-directeur scientifique des rencontres internationales à Paris II et au King's College de Londres <i>Covid-19 Constitutional, political and social threats and challenges in France and the United Kingdom</i> , avec Andrew Blick, Géraldine Gadbin-George et Elizabeth Gibson-Morgan
2020	Co-directeur scientifique des rencontres internationales à Paris II et au King's College de Londres <i>Constitutions Under Pressure – France and the United Kingdom in the Age of Populism and Brexit</i> , 28 mai et 4 juin 2020, avec Andrew Blick, Géraldine Gadbin-George et Elizabeth Gibson-Morgan
2019	Organisateur de la journée d'hommages du 27 septembre 2019 au Président Jean Massot et à Philippe Lauvaux, Conseil d'État et Société de Législation Comparée
2019	Participation au projet scientifique « Discontinuités territoriales et droit public » (Université Grenoble-Alpes, dir. Nicolas Kada)
Décembre 2018	Directeur scientifique de la Journée internationale d'études sur le <i>Brexit</i> , Saint-Étienne
Depuis 2017	Créateur et directeur du site de recherches et de productions scientifiques de L'Observatoire du <i>Brexit</i> (https://brexit.hypotheses.org/)
2017	Direction du numéro spécial « <i>Brexit</i> » de la <i>Revue du Droit public et de la science politique à l'étranger</i> , 2017/2
2016-2020	Responsable de l'équipe « Production et Interactions normatives » du CERCRIID UMR 5137
Depuis 2016	Contributeur et évaluateur pour le blog de la revue <i>Jus Politicum</i> , initiateur de la rubrique de suivi du <i>Brexit</i>
Depuis 2015	Participation au groupe de recherche dirigé par Thomas Perroud et soutenu par le C.E.R.S.A. - Paris II « Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative » (travail sur l'arrêt du Conseil d'État, 27 oct. 1995, <i>Morsang-sur-Orge</i>)
2014-2017	Membre du Groupe de Recherche sur l'Étude comparée de la rédaction des décisions des juridictions constitutionnelles (Université de Bourgogne, dir. Fanny Malhière)
2015-2016	Responsable du Groupe « Fondements de la responsabilité » de la Section « Droit de l'action publique » de la Société de la Législation Comparée (Paris)
Novembre 2014	Directeur scientifique du colloque international <i>Le droit public britannique : Enjeux et Perspectives</i> , Saint-Étienne.
2013-2014	Membre du Groupe « L'acte administratif à portée générale » de la Section « Droit de l'action publique » de la Société de la Législation Comparée (dir. Benoît Delaunay)
2008-2011	Corresponsable avec Florent Garnier du projet « <i>Patrimonium</i> » sur le droit du patrimoine historique et culturel - Approche comparée France-Chine (organisation de manifestations à l'Université Renmin de Pékin et Clermont-Ferrand)

PUBLICATIONS

1. *Ouvrages individuels et direction d'ouvrages :*

a. Ouvrages individuels

- *Le Brexit. Une histoire anglaise*, Dalloz, coll. Les Sens du Droit, 2020, 440 p.
- *Droit constitutionnel britannique*, LGDJ, coll. Systèmes, 1^{re} éd., 2016 ; 2^e éd., 2018, 206 p. (préf. de Lord Mance, ancien vice-Président de la Cour suprême et avant-propos de Anthony W. Bradley, Professeur émérite de l'Université d'Édimbourg).
- *Prérogatives de puissance publique et droit de la concurrence*. Préface de Sébastien Bernard et avant-propos de Bernard Stirn, LGDJ, 2009, tome 261, 462 p.

b. Direction et codirection d'ouvrages

- *La France et le Royaume-Uni face à la pandémie de Covid-19*, Mare et Martin, à paraître 2022, en collaboration avec G. Gadbin-George, E. Gibson-Morgan et A. Blick.
- *Constitutions Under Pressure: France and The United Kingdom in an age of populism and Brexit*, Société de Législation Comparée, coll. Colloque, 2021, 222 p., en collaboration avec G. Gadbin-George, E. Gibson-Morgan et A. Blick.
- *La responsabilité de la puissance publique en droit comparé*, Société de Législation Comparée, coll. Droit comparé et européen, 2016, 552 p., en collaboration avec Terry Olson.
- *Le droit public britannique : Enjeux et Perspectives*, Société de Législation Comparée, coll. Colloque, 2015, 320 p.
- *Patrimonium. Espaces patrimoniaux - Enjeux juridiques, politiques et environnementaux*, LGDJ, 2013, 271 p., en collaboration avec Florent Garnier.

2. Site de production scientifique

Créateur, directeur et principal contributeur de l'*Observatoire du Brexit* (articles de fond, billets d'actualité et revues bibliographiques) : <https://brexit.hypotheses.org/> (depuis 2017).

3. Articles de fond

- Droits constitutionnel et administratif britanniques/droit comparé
- Le Protocole sur l'Irlande du Nord et la République d'Irlande : un enjeu majeur de l'ère post-Brexit, *RTD eur.*, 2021, p. 877 (42000 caractères).
- Le fonctionnement du Parlement de Westminster entre juin 2017 et décembre 2019 : exemplarité ou obstruction ?, *Politique européenne*, 2021, n° 3, p. 118 (71500 caractères).
- De quelques interrogations constitutionnelles soulevées par l'éventualité d'un référendum d'indépendance en Écosse, *JP Blog*, 4 juin 2021 (29400 caractères).
- Un accord sur le commerce et la coopération : des clarifications et des questions, *L'Observateur de Bruxelles*, 2021, n° 123, p. 6 (23000 caractères).
- Le monarque, ultime recours pour surmonter les crises ? Quelques réflexions à partir du cas britannique, in *Mélanges en l'honneur de Philippe Lauvaux*, 2021, p. 41 (61000 caractères).
- Accord post-Brexit : indispensable mais en partie lacunaire, *Éditions législatives*, bulletin de février 2021 (20000 caractères).
- Les discontinuités territoriales au Royaume-Uni à l'heure du *Brexit* : le cas de l'Irlande du Nord, in N. Kada, *Les discontinuités territoriales*, Dalloz, 2020, p. 255 (22000 caractères).
- Le Brexit et les finances publiques britanniques. Remarques introductives, *Rev. fr. de finances publiques*, septembre 2020, p. 115 (14000 caractères).
- Le *Brexit*, la prérogative royale et la Cour suprême, *RFDA* 2020, p. 410 (31000 caractères).
- Les institutions britanniques après le Brexit, *Rev. UE*, 2020, p. 439 (20000 caractères).
- Le Parlement britannique pris entre les feux croisés des citoyens et du Gouvernement, *AFRI* 2020, vol. XXI, p. 188 (46000 caractères).

- L'influence de la Première Guerre mondiale dans l'affirmation de la discipline du droit public au Royaume-Uni, in F. Garnier (dir.), *Sur le front du droit. Juristes en guerre et guerre des juristes*, PU de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2019, p. 29.
- *Brexit*, Constitution et équilibre institutionnel, *Constitutions*, octobre 2019, p. 331 (35000 caractères).
- Un gentleman au Palais-Royal. Réflexions à partir des convictions anglophiles et européennes du président Stirn, in *Mélanges en l'honneur de Bernard Stirn*, Dalloz, 2019, p. 31 (35000 caractères).
- Rule of Law and « État de Droit » : comparing British and French conceptions of Law, in G. Gadbin-George, E. Gibson-Morgan, *United Kingdom and France: friends and/or foes? (Trans)cultural and legal unions and disunions*, Éd. Le Manuscrit, coll. Auctoritas, 2019, p. 77 (41600 caractères, en anglais).
- Nationalité et citoyenneté au Royaume-Uni, in B. Bertrand, S. Cassella, C. Rappoport, *La nationalité au carrefour des droits*, 2019, PU de Rennes, p. 105 (65 000 caractères).
- Le *Brexit* et les règles relatives aux marchés publics, *AJ Contrats*, mars 2019, p. 115.
- Le *Brexit*, révélateur de l'alchimie entre Constitution politique et Constitution juridique au Royaume-Uni, *Titre VII*, n° 2, mars 2019 (35000 caractères).
- Faut-il distinguer les constitutionnalismes juridique et politique? Les enseignements du cas britannique, in D. Chagnollaud (dir.), *Les 50 ans de la Constitution*, Dalloz, 2018, p. 141 (38000 caractères).
- La protection parlementaire de la Constitution au Royaume-Uni, in F. Savonitto (dir.), *La protection parlementaire de la Constitution*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2018, p. 73 (38000 caractères).
- L'impact de l'Union européenne sur les rapports entre les institutions britanniques, *RIDC* 2018, n° 4, p. 743 (30000 caractères).
- La loi électorale au Royaume-Uni, in Ph. Lauvaux, J. Massot (dir.), *La loi électorale en Europe*, Société de Législation Comparée, coll. Colloques, 2018, p. 36 (63000 caractères).
- Humour et droit au Royaume-Uni, in S. Regourd, S. Saunier, D. Guignard (dir.), *Rire, Droit et Société*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques et Essais, 2018, p. 315. (31000 caractères).
- La Cour suprême du Royaume-Uni, in F. Malhière, *L'élaboration des décisions des cours constitutionnelles et européennes*, site du G.I.P. Droit et Justice, 2017, p. 227 (64000 caractères).
- La Chambre des Lords, in Ph. Lauvaux, J. Massot, *L'État présent du bicamérisme en Europe*, Société de Législation Comparée, coll. Colloques, 2017, p. 51 (45000 caractères).
- Le *Brexit* et le droit constitutionnel britannique, *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2017, p. 261. Direction du dossier spécial *Brexit* du n° 2 de 2017 (58600 caractères).
- *Brexit*, Année 0, L'Observatoire du *Brexit*, 31 mars 2017 (22 000 caractères).
- La liberté de manifestation au Royaume-Uni, *Jus Politicum*, n° 17, 2017 (51500 caractères).
- Les pouvoirs d'urgence et le terrorisme au Royaume-Uni, in P. Mbongo, *L'état d'urgence. La prérogative et l'État de droit*, Institut Universitaire Varenne, 2017, p. 37 (65800 caractères).
- Le *First-Past-The-Post* au Royaume-Uni. Pour une approche systémique, in *Mélanges en l'honneur de Dominique Turpin*, LGDJ, coll. Des Mélanges du Centre Michel de l'Hospital, 2017, (37300 caractères).
- Le droit britannique et les ordres juridiques européens, in B. Bonnet (dir.), *Les rapports entre ordres juridiques - Bilan, Enjeux, Perspectives*, LGDJ, 2016, p. 1697 en collaboration avec D. Fairgrieve (61800 caractères).
- La Chambre des Lords, *Revue internationale de droit comparé*, n° 2, 2016 (45000 caractères).
- *Rule of law* et ordre public au Royaume-Uni, *Archives de Philosophie du Droit*, tome 58, 2015, p. 243 (60000 caractères).
- L'objectivation du contentieux des droits et libertés. Le cas britannique, in J. Arlettaz, J. Bonnet, *L'objectivation du contentieux des droits et libertés. Du juge des droits au juge du Droit*, Pédone, 2015, p. 95 (44000 caractères).

- Les actes à portée générale au Royaume-Uni, in B. Delaunay (dir.), *L'Acte administratif à portée générale et son contrôle juridictionnel. Étude comparative*, Société de Législation Comparée, 2015, p. 117 (59000 caractères).
- Chronologie raisonnée de l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre, de la Grande-Bretagne, puis du Royaume-Uni, *Juspoliticum*, n° 14, juin 2015 (93600 caractères ; mise à jour constante sur le site de la revue).
- Les rapports entre les autorités de concurrence et de régulation au Royaume-Uni, in G. Eckert, J.-Ph. Kovar (dir.), *L'interrégulation*, L'Harmattan, 2015, p. 81 (37700 caractères).
- Les sources des procédures administratives au Royaume-Uni, in AFDA, *Les procédures administratives*, Dalloz, 2015, p. 106 (52000 caractères).
- La *Secondary legislation* au Royaume-Uni, in J. Massot, Ph. Lauvaux (dir.), *La législation déléguée*, Société de Législation Comparée, coll. Colloque, 2014, p. 113 (66800 caractères).
- L'avenir de l'Écosse : dévolution, État fédéré ou État indépendant ?, in E. Cherrier, S. Guérard, (dir.), *La régionalisation en Europe. Regards croisés*, Bruylant, 2014, p. 265 (40300 caractères).
- La valorisation du patrimoine historique des institutions culturelles Royaume-Uni/France, in M. Dutu (dir.), *Le patrimoine : évolutions et acceptions possibles*, Académie roumaine et Société de Législation Comparée, 2014 (45800 caractères).
- Écrire les décisions de justice... Une comparaison franco-britannique, *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2014, n° 3, p. 759, en collaboration avec D. Fairgrieve (75400 caractères).
- Le Royaume-Uni : la mutation constitutionnelle permanente, in J. Massot, Ph. Lauvaux (dir.), *Les mutations constitutionnelles*, Société de Législation Comparée, Coll. Colloque, vol. 20, décembre 2013, p. 139 (82100 caractères).
- L'ordre public au Royaume-Uni, in Ch.-A. Dubreuil (dir.), *L'ordre public*, Cujas, 2013, p. 141 (71100 caractères).
- L'avenir de la Chambre des Communes à la suite des élections du 6 mai 2010, *Revue française de droit constitutionnel*, octobre 2011, n° 88, p. 733 (81700 caractères).
- La question de l'adoption d'un nouveau « *Bill of Rights* » au Royaume-Uni, *Revue internationale de droit comparé*, 2010, n° 3, p. 685 (80600 caractères).
- La réforme de la Chambre des Lords : chronique d'une révolution au long cours (1999-2007), *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2008, n° 5 (75130 caractères).
- Les enjeux de la création d'une Cour suprême au Royaume-Uni, *Revue internationale de droit comparé*, 2008, n° 2, p. 283 (23400 caractères).

- Droit public des affaires

- Privatisation *vs* Nationalisation : Faut-il choisir son camp ? Réflexions à partir de la comparaison franco-britannique relative à l'exploitation du rail, *AJDA* 2018, p. 1758 avec Mehdi Lahouazi (40000 caractères).
- Sanction en droit de la concurrence et concurrence des sanctions : éléments de réflexion conclusifs, in J.-F. Calmette, *Sanction en droit de la concurrence et concurrence des sanctions, Actes du colloque du 29 septembre 2016*, préf. d'Y. Picod, Éditions Mare et Martin, 2017, p. 189 (28600 caractères).
- Histoire de la réglementation économique, in J.-C. Videlin (dir.), *La réglementation économique : une persistance*, Lexis-Nexis, 2016, p. 11 (40000 caractères).
- Les expériences étrangères d'ouverture de l'accès aux données publiques, *AJDA* 2016, p. 81 (35000 caractères).
- La soumission des pouvoirs publics au droit de la concurrence, in Ch. Dubreuil (dir.), *Regards croisés sur le droit administratif en France et en Russie*, PUF, Thémis-Actes, 2015, p. 147 (42700 caractères).
- L'Opéra de Paris : les mutations d'une entreprise publique culturelle face aux contraintes économiques, *Revue française de droit administratif*, 2014, p. 814 (31580 caractères).

- La sanction administrative des pratiques anticoncurrentielles à la suite de l'affaire du cartel de l'acier, *Revue française de droit administratif*, 2010, n° 6, p. 1157, en collaboration avec Jean-François Calmette (84400 caractères).
- L'impact du droit de la concurrence sur la délimitation des prérogatives de puissance publique. Aperçu de droit administratif français, *Revue européenne de droit de la consommation*, octobre 2010, p. 657 (66300 caractères).

- Droit administratif

- Service public, libertés et approche contemporaine du droit administratif, *Rev. des Droits et Libertés fondamentaux*, 2020, avec Élise Fraysse (85000 caractères).
- Commentaire sous Conseil d'État du 27 octobre 1995, *Morsang-sur-Orge* et *Commune d'Aix-en-Provence*, in T. Perroud (dir.), *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Lextenso, coll. Les Grandes décisions, 2019 (75000 caractères).
- Le régime des autorisations en matière d'établissements de santé et d'équipements hospitaliers, in Actes du Colloque « La santé à l'épreuve de la rareté », Presses Universitaires d'Aix-Marseille et Université *Via Domitia* de Perpignan, septembre 2013, p. 61 (31900 caractères).
- *L'intuitus personae* dans les contrats de la commande publique, *Revue française de droit administratif*, 2011, n° 5, p. 879 (104700 caractères).
- Responsabilité de l'État et déportation des Juifs. Réflexions à partir de l'avis d'Assemblée du Conseil d'État du 16 février 2009, *Mme Hoffman-Glemane*, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, octobre 2009, n° 80, p. 1037 (64000 caractères).

4. Notes de jurisprudence

- Droit de la convention européenne des droits de l'Homme

- Quand Naomi Campbell fait la une ... du droit de la Convention européenne des droits de l'homme. Commentaire sous l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, *Mgn Limited c/ Royaume-Uni* du 18 janvier 2011, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2011, n° 88 (33500 caractères).

- Droit public des affaires

- Participation à la chronique d'actualité du droit public économique - Rubrique « Libertés économiques » au *JCP A* (années 2016 et 2017).
- Normes techniques et libertés économiques, *Revue Lamy concurrence*, 2009, n° 20 (24900 caractères).
- Atterrissage forcé pour la libre concurrence. Note sous CE, 3 mars 2009, *Syndicat national des pilotes de ligne*, *Revue Lamy concurrence*, 2009, n° 20 (6400 caractères).
- Développement de l'activité commerciale et gestion du domaine public d'un site patrimonial remarquable, *Tourisme et Droit*, Dalloz, avril 2009, n° 108 (16500 caractères).
- Réseaux électriques et réseaux ferroviaires, *Revue Lamy concurrence*, 2009, n° 18 (24700 caractères).
- Droit social, droit de la concurrence et juge administratif, *AJDA*, 2008, n° 31 (39000 caractères).
- La protection des personnes publiques face aux pratiques anticoncurrentielles des cocontractants, *Revue Lamy concurrence*, 2008, n° 16 (17000 caractères).
- Le dol concurrentiel devant le Conseil d'État. Commentaire de la décision du Conseil d'État du 19 décembre 2007, *Société Campenon Bernard et autres*, *Revue Lamy Concurrence*, 2008, n° 15 (30150 caractères).

5. Éditoriaux, tribunes et articles courts

En sus des publications du site de l'Observatoire du Brexit que nous dirigeons et alimentons (<https://brexit.hypotheses.org/>).

- Droits constitutionnel et administratif britanniques/droit comparé

- Brexit : le fog s'épaissit, *Journal du Droit européen*, 2020, n° 27 (274), p. 429.
- So What ? (les suites du *Brexit*), *Dalloz* 2016, p. 1939.
- Le Monde d'Hier (à propos du *Brexit*), *Dalloz* 2016, p. 1361.
- 2015, *AJDA* 2015, p. 1713, en collaboration avec Th. Perroud.
- Plaidoyer pour une meilleure connaissance des droits administratifs étrangers, *AJDA* 2013, p. 369.

- Droit public des affaires

- Éditorial au numéro spécial « Brexit » de la *Revue Lamy droit des affaires*, avril 2020, p. 3.
- Un *new deal* pour l'Université ?, *Dalloz* 2020, p. 290, en collaboration avec Th. Perroud.
- Le tirage au sort : Le "Temps du Mépris" pour l'Université ? *AJDA* 2017, p. 1417, en collaboration avec Jean-François Calmette.
- Le Capital au XXIe siècle et le droit administratif, *AJDA* 2016, p. 1361, en collaboration avec Th. Perroud.
- La France et la concurrence, *AJDA* 2014, p. 1412.

- Presse généraliste (exclusivement la revue *Esprit*)

- Royaume-Uni : Le pari risqué de Boris Johnson, *Esprit*, décembre 2020.
- Le conservatisme de Boris Johnson, *Esprit*, juin-juillet 2020.
- Le *Brexit*, suite et fin ?, *Esprit*, mars-avril 2020.
- Le *Brexit* aura bien lieu, *Esprit*, septembre 2018.
- Le *Brexit* : une affirmation des valeurs britanniques ?, *Esprit*, décembre 2017.

6. Recensions d'ouvrage et Notes de lecture

- Recension de l'ouvrage de Th. Guilluy, *Du "self-government" des Dominions à la dévolution : recherche sur l'apparition et l'évolution de la Constitution britannique*, Préf. O. Beaud, Éditions Panthéon-Assas, 2018, 460 p., *Revue Jus Politicum*, 2019 (35700 caractères).
- Notes de lectures sur les ouvrages de D. Grisay (dir.), *Brexit : Enjeux et perspectives politiques, économiques et juridiques*, Larcier, 2017, 85 p. ; Ch. Bahurel, E. Bernard, M. Ho-Dac, *Le Brexit : Enjeux régionaux, nationaux et internationaux*, Bruylant, 2017, 388 p. ; K. A. Armstrong, *Brexit Time. Leaving the EU - Why, How and When?*, CUP, 2017, 286 p. ; et F. Fabbrini (ed.), *The Law and Politics of Brexit*, OUP, 2017, *L'Observatoire du Brexit*, janvier 2018.
- Note de lecture sur l'ouvrage de Michael Gordon, *Parliamentary Sovereignty in the UK Constitution. Process, Politics and Democracy*, Hart Publishing, 2015, *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 2016.
- Note de lecture sur l'ouvrage de Patrick Birkinshaw, *European Public Law*, Wolters-Kluwer, 2014. *Revue trimestrielle de droit européen*, 2015.

7. Billets courts publiés sur le blog Jus Politicum, le Club des Juristes et le blog de l'UKCLA

- Brexit, pénuries et Europe sociale, *Blog du Club des Juristes*, octobre 2021.
- Période post-Brexit : un long chemin de croix, *Blog du Club des Juristes*, mars 2021.
- Tensions en Irlande du Nord : le Protocole conclu entre le Royaume-Uni et l'Union européenne a-t-il déjà atteint ses limites ?, *Blog du Club des Juristes*, février 2021.

- Brexit : l'accord de sortie de l'Union Européenne signe-t-il la fin des négociations entre les parties ?, *Blog du Club des Juristes*, janvier 2021.
- En quoi consiste la procédure lancée par la Commission à l'encontre du Royaume-Uni ?, *Blog du Club des Juristes*, octobre 2020.
- Brexit : un projet de loi controversé publié par le gouvernement britannique, *Blog du Club des Juristes*, septembre 2020.
- La réponse législative du Royaume-Uni à la crise sanitaire, *JP Blog*, mai 2020.
- La négociation de la relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : on prend (presque) les mêmes, et on recommence, *Blog de l'Association française d'Études européennes*, janvier 2020.
- 2016-2019 : un cycle de crise politique marquant la résilience du parlementarisme britannique, *JP Blog*, décembre 2019.
- Report du Brexit : les prochaines législatives seront déterminantes, *Blog du Club des Juristes*, octobre 2019.
- La prorogation décidée par Boris Johnson : manœuvre stratégique ou détournement de procédure ?, *Blog du Club des Juristes*, septembre 2019.
- Brexit : quelles vont être les conséquences du changement de Premier Ministre ?, *Blog du Club des Juristes*, juin 2019.
- Brexit : où en est-on ?, *Blog du Club des Juristes*, avril 2019.
- Brexit : quelle issue pour le Royaume-Uni ?, *Blog du Club des Juristes*, mars 2019.
- L'*Attorney General* : un organe clef que le Brexit a mis en lumière, *JP Blog*, mars 2019.
- Brexit : à deux mois du départ prévu, quelle sortie de l'UE pour le Royaume-Uni ?, *Blog du Club des Juristes*, janvier 2019.
- Brexit : vote de défiance contre Theresa May, une réelle solution pour avancer ?, *Blog du Club des Juristes*, décembre 2018.
- Brexit : quels sont les moyens dont dispose Theresa May pour faire adopter le projet d'accord avec l'UE malgré des parlementaires hostiles ?, *Blog du Club des Juristes*, décembre 2018.
- Brexit et dévolution : le Gouvernement doit-il craindre un revers politique et juridique ?, *JP Blog*, mai 2018.
- Les anti-Brexit peuvent-ils faire plier Theresa May ?, *Blog du Club des Juristes*, avril 2018.
- Brexit : Le ton monte, *Blog du Club des Juristes*, mars 2018.
- *No deal, Bad deal, U turn* : Quelles contraintes constitutionnelles et politiques pour le Brexit ?, *JP Blog*, novembre 2017.
- Brexit Seen by a French Professor in Public Law, *UK Constitutional Law Association Blog*, avril 2017.
- La situation de Gibraltar dans le cadre du *Brexit*, *Blog du Club des Juristes*, avril 2017.
- Le jugement *Miller* : la question de la convention Sewel, *JP Blog*, février 2017.
- Chronique du Brexit : Le temps des premiers jugements, *JP Blog*, novembre 2016.
- Chronique du Brexit : Le temps des spéculations, *JP Blog*, octobre 2016.
- Réflexions sur le Brexit, *JP Blog*, août 2016.

8. Conférences, congrès et colloques à communication

- « Un an après la sortie définitive du Royaume-Uni de l'UE, quel bilan ? », Université Côte d'Azur, LADIE, Chaire Jean-Monnet « UE et gestion de crise », 24 janvier 2022.
- « Les libertés n'ont pas besoin d'une cour constitutionnelle. Le cas britannique », Colloque « Contre le gouvernement des juges ? Les opposants à un contrôle juridictionnel de la loi, à l'occasion du centième anniversaire de la publication du *Gouvernement des juges* d'Édouard Lambert », Université de Paris, 16-17 décembre 2021.
- « La relation entre le Royaume-Uni et l'UE prend-elle le chemin helvétique ? », Forum économique rhodanien, 21-22 octobre 2021, Sion (Suisse).

- « La protection des droits et libertés par le Parlement en France et au Royaume-Uni à l'aune du Brexit et de la pandémie », Colloque « La protection des libertés en France et au Royaume-Uni : passé, présent, futur », Université de Strasbourg, 18-19 novembre 2021.
- « Brexit et souveraineté », Congrès du CRECIB, Universités Lyon II et Lyon III, 7-9 octobre 2021.
- Synthèse de la journée de l'École doctorale Sciences juridiques de Lyon consacrée aux Libertés académiques, Université Jean-Monnet Saint-Étienne, 25 juin 2021.
- « Brexit : la souveraineté retrouvée ? », Conférence pour le séminaire « Société et souveraineté » organisé par la MSH Alpes, Université de Grenoble-Alpes, 16 avril 2021.
- « Le traité de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni », Conférence pour la Chaire Jean-Monnet de l'Université Laval (Québec), 13 avril 2021.
- « L'impact du Brexit sur le constitutionnalisme britannique », Conférence à destination des membres du CERCOP, Université de Montpellier I, 8 avril 2021.
- « La privatisation de la sécurité publique dans la proposition de loi "Sécurité globale", Colloque en ligne « La sécurité globale », Université de Bourgogne, 26 mars 2021.
- « Aspects de la transparence de la justice au Royaume-Uni », Colloque en ligne « Transparence et fonction juridictionnelle », Université de Lorraine, 22-23 octobre 2020.
- « La gestion juridique de la crise du Coronavirus outre-Manche », Colloque en ligne « Coronavirus et droit », 27 mars 2020.
- Conférence « Le Brexit et le Parlement britannique », Sciences-Po, campus de Dijon, 10 mars 2020.
- Conférence « Le Brexit : un objet de recherche en sciences sociales », Soirée recherche de la Fondation UJM, Saint-Étienne, 2 décembre 2019.
- Présidence de la table ronde « Le Brexit et les finances publiques britanniques », Colloque « Le Brexit et les finances publiques », Université de Savoie, 29 novembre 2019.
- « La réforme des modes de scrutin au Royaume-Uni : approche systémique », Journée décentralisée de l'AFDC, « Réformes constitutionnelles et systèmes électoraux », Université de Paris-Est Créteil, 21 novembre 2019.
- Conférence « Le Brexit et la Constitution britannique : ni comédie, ni tragédie », Université Jean-Moulin, Lyon III, Institut de Droit Comparé Édouard Lambert, 12 novembre 2019.
- « La Constitution britannique en crise ? », Conférence à l'Université Paris III, Sorbonne Nouvelle, 5 novembre 2019.
- Conférence « Le Brexit : état des lieux des négociations », Cercle géopolitique de Lyon, Cercle de l'Union, Lyon, 18 octobre 2019.
- « Rule of Law and « État de Droit »: comparing British and French conceptions of Law », Colloque *United Kingdom and France: friends and/or foes? (Trans)cultural and legal unions and disunions*, Université Paris II, 24-25 mai 2019.
- Conférence « L'identité européenne à l'heure du *Brexit* », l'Université Populaire Européenne de Grenoble, 16 mai 2019.
- Participation à la journée d'étude internationale intitulée « Le Puzzle du *Brexit* », Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 4 avril 2019.
- Participation au colloque international *Brexit Conundrums*, Université Versailles-Saint-Quentin, 29 mars 2019.
- Conférence sur le *Brexit* après le report du 21 mars 2019, Université Jean-Monnet Saint-Étienne, 28 mars 2019.
- Participation à la table ronde sur le *Brexit*, « L'état de l'Union 2018-2019 », colloque organisé par l'Université Jean-Moulin Lyon III, 31 janvier 2019.
- « Enjeux et Perspectives du *Brexit* », conférence organisée par l'Université Clermont-Auvergne, et le Mouvement Européen France, 29 novembre 2018.
- « L'influence de la Première Guerre mondiale dans l'affirmation de la discipline du droit public au Royaume-Uni », Cycle de conférences « Juristes européens et américains pendant la Première Guerre mondiale », novembre 2018.

- « L'impact de l'Union européenne sur les rapports entre les institutions britanniques », « La Nuit du Droit. Les 50 ans de la Ve République. », conférence organisée par la Société de Législation Comparée et l'Ordre des avocats au Barreau de Paris, Paris, 4 octobre 2018.
- Participation à la table ronde organisée par le Cercle des Centraliens « *Brexit* : derniers mois de négociations » (Cycle Europe), 4 avril 2018.
- Participation à la table ronde organisée par la revue *Esprit* et la Maison de l'Europe, « L'Europe, architecture institutionnelle ou projet politique ? », Maison de l'Europe de Paris, 16 janvier 2018.
- « La loi électorale au Royaume-Uni », colloque « La loi électorale en Europe ». Société de Législation Comparée, Conseil d'État, 10 novembre 2017.
- « Nationalité et citoyenneté au Royaume-Uni », colloque « La nationalité ». Faculté de Droit de l'Université de Rennes 2, 12-13 octobre 2017.
- « Le *Brexit* du point de vue interne au Royaume-Uni », colloque Identités et intégration européenne : le *Brexit* en perspective », Faculté de Droit de l'Université Jean-Moulin, Lyon III, 8 juin 2017.
- « La notification de l'article 50 du TFUE devant les juridictions britanniques : souveraineté du Parlement et prérogative royale », Université Toulouse I-Capitole, 21 mai 2017.
- « Point de vue comparatiste », workshops autour du *Traité des rapports entre ordres juridiques. Conversations d'une société savante*, CERCRID, Université Jean-Monnet, Saint-Étienne, 11-12 mai 2017.
- Conférence sur l'ouvrage « Droit constitutionnel britannique », Université Jean-Moulin Lyon III, 8 février 2017.
- « La liberté de manifestation au Royaume-Uni. Aspects de droit positif », colloque « La liberté de manifestation ». Faculté de Droit de l'Université d'Aix-Marseille, 17-18 mars 2016.
- « Humour et Droit au Royaume-Uni », colloque « Rire, Droit et Société ». Faculté de Droit de l'Université de Toulouse I-Capitole, 3-4 décembre 2015.
- « La Chambre des Lords », colloque de la Société de Législation comparée « L'état présent du bicamérisme en Europe », Conseil d'État, 16 octobre 2015.
- « L'ordre public et le principe de *rule of law* », colloque « L'ordre public » de la Fondation Jean-Jaurès, Paris, 17-18 septembre 2015.
- Séminaire international A.N.R. de droit politique « Le référendum sur l'indépendance écossaise du 18 septembre 2014 ». Institut Michel-Villey, Paris, 14 avril 2015.
- « Libertés individuelles et corps social en tension : la position britannique », colloque « Repenser les libertés après le 7 janvier », Université Lyon III, 3 avril 2015.
- « Le cas du Royaume-Uni », colloque « L'objectivation des contentieux des droits et libertés fondamentaux », Faculté de Droit de Montpellier, 12 décembre 2014.
- Modérateur et intervenant à la Matinée d'Études de la Section « Droit de l'action publique » de la Société de Législation Comparée : « L'acte administratif à portée générale ». Conseil d'État, 20 octobre 2014.
- « La *Secondary legislation* au Royaume-Uni », colloque de la Société de Législation comparée - « La législation déléguée ». Conseil d'État, 6 juin 2014.
- « Les procédures administratives au Royaume-Uni », colloque de l'Association Française de Droit Administratif. Université Paris II Panthéon-Assas, 5-6 juin 2014.
- « L'Opéra de Paris : les mutations d'une entreprise publique culturelle face aux contraintes économiques », colloque du Groupe de recherche en droit public économique, Grenoble, « Culture et concurrence », 17-18 avril 2014.
- « La soumission des pouvoirs publics au droit de la concurrence », colloque « Regards croisés sur l'évolution du droit administratif en France et en Russie ». Clermont-Ferrand, 23-24 janvier 2014.
- « La valorisation du patrimoine historique des institutions culturelles (France - Royaume-Uni) », XVIe journées juridiques franco-roumaines, Bucarest, 30 mai-1^{er} juin 2013.
- « Le Royaume-Uni : la mutation constitutionnelle permanente », colloque de la Société de Législation comparée « Les mutations constitutionnelles », Conseil d'État, 5 avril 2013.

- « Le régime des autorisations en matière d'établissements de santé et d'équipements hospitaliers », colloque « La santé à l'heure de la rareté », Université *Via Domitia* de Perpignan, 14 décembre 2012.
- L'avenir de l'Écosse : dévolution, État fédéré ou État indépendant ? », colloque « L'administration locale au Royaume-Uni et en Irlande : si loin, si proches », Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, 23-24 novembre 2012.
- « Organisation (membre des comités scientifiques et d'organisation) du colloque international « Patrimonium » sur la thématique « Patrimoine, développement durable et entités locales », École de Droit de Clermont-Ferrand, 26-28 septembre 2012.
- « L'ordre public au Royaume-Uni », colloque « L'ordre public », Faculté de Droit de Clermont-Ferrand, 15-16 décembre 2011.
- Organisation (membre des comités scientifiques et d'organisation) du colloque international « Patrimonium » sur l'approche juridique et historique du patrimoine en Chine et en France. Faculté de Droit de l'Université de Renmin, Pékin, 5 et 6 juillet 2011.
- « Le patrimoine : un enjeu de pouvoir pour les villes dans le cadre de la répartition des compétences », Université d'Été du Puy-en-Velay - 25-27 juin 2009.
- « Les prérogatives de puissance publiques à l'épreuve du droit de la concurrence. Actualités récentes », conférence à la Faculté de Droit de Montpellier, septembre 2009.
- Cycle de conférences auprès des élus de communes iséroises et hautes savoyardes : « La réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008, quelles avancées ? », décembre 2008.
- Contribution à la table ronde lors du colloque « L'influence de la Convention européenne sur l'organisation et le fonctionnement des cours suprêmes. Le cas de la Cour suprême du Royaume-Uni ». Conseil d'État, 7 mars 2008.

9. Vulgarisation et valorisation sociétale de la recherche

Conférences auprès des élus (région Auvergne-Rhône-Alpes)

Intervention auprès d'associations civiques : Maison de l'Europe à Paris, Mouvement Européen France, Université populaire de Grenoble, Cercle Géopolitique de Lyon.

Auteur régulier pour la revue *Esprit*

Tribunes pour la presse nationale écrite et numérique : *Le Monde*, *Les Échos*, *AOC*, *Le Figaro*

Interviews pour la presse internationale : *The Times*, *La Presse* (Montréal)

Interviews pour la presse nationale : *Le Monde*, *Libération*, *Les Échos*, *La Croix*, *Le Figaro*, *Le Parisien*, *Alternatives économiques*, *L'Opinion*, *AOC*, *Le Point*, *L'Express*, *Challenges*

Interviews pour les radios internationales : BBC News, BBC Radio 4, Radio France Internationale, Radio Canada, Radio Télévision Suisse, Médi1, Radio Algérie Internationale.

Interviews pour les radios nationales : France Inter, France Culture, France Info, RCF, Radio Notre-Dame

Interviews pour les chaînes de télévisions nationales : France 24, BFM-Business

Interviews pour les médias locaux : *La Voix du Nord*, *Ouest-France*, *Le Progrès*, Antennes locales de France Bleu, Euradio, TL7.

DIRECTION DE THÈSES

- 2021 Codirection avec Maryline Grange de la thèse de Mme Clémence Saby, « Protection des réfugiés et impératifs d'ordre public : analyse d'une conciliation (France et Royaume-Uni).
- 2020 Direction de la thèse de Mme Amandine Astier, « L'œuvre d'art en droit administratif ».
- 2017 Direction de la thèse de Mme Mathilde Pasquiou, « Le droit public et les crises économiques ».
- 2017 Codirection de la thèse de Mme Pauline Souchal, « La démocratie managériale ».

- 2016 Codirection avec le Doyen Hervé de Gaudemar de la thèse de Mlle Alice Lassale, « Le juge administratif et l'équité ».
- 2015 Direction de la thèse de Mme Adeline Cassan, « La moralité publique. Étude de droit public ».
- 2014 Codirection avec David Mongoin de la thèse de Mme Marie Debard « Tocqueville. Penseur du droit public » (soutenue).

Rapporteur de jurys de thèses :

- M. Padilla, Droit public et doctrine publiciste au Royaume-Uni. Regard critique sur un objet à (re)construire, dir. M.-C. Ponthoreau, Université de Bordeaux, 2021.
- V. Monteiro, Caractéristiques du système juridique brésilien de promotion de l'innovation par l'État, dir. F. Menezes et T. Perroud, Université Paris II Panthéon-Assas, 2021.
- Q. Butavand, La justice constitutionnelle au Royaume-Uni, dir. Ch. Girard, Université Paris X-Nanterre, 2021.
- É. Hatté, La Cour suprême du Royaume-Uni et le nouvel équilibre constitutionnel, dir. Ph. Lauvaux, Université Paris II Panthéon-Assas, 2021.
- A. Monat, Le fédéralisme sans l'État fédéral. La question de l'unité de l'Espagne et du Royaume-Uni, dir. A. Laquière, Université Paris V, 2020.
- D. Thébault, La protection publique des biens affectés à l'intérêt général en droit anglais, dir. M. Degoffe et S. Enchelmaier, Université Paris V, 2019.
- R. Micalef, L'internationalisation du droit des contrats publics en France et au Canada, dir. F. Lichère et P. Lemieux, Université d'Aix-Marseille et Université Laval (Canada), 2018.
- A. Bachert, L'équilibre des pouvoirs législatif et juridictionnel à l'épreuve des systèmes de protection des droits et libertés. Étude comparée États-Unis, Canada, Royaume-Uni, dir. G. Scoffoni, Université d'Aix-Marseille, 2017.
- Z. Zhao, La protection juridique du patrimoine culturel en Chine, dir. F. Garnier, Université de Clermont-Ferrand I, 2013.
- A. Remedem, La protection des droits fondamentaux par la Cour de Justice de l'Union européenne, dir. B. Bonnet, Université de Clermont-Ferrand I, 2013.
- M. Ulla, La lustration dans les États post-communistes européens, dir. D. Turpin, Université de Clermont-Ferrand I, 2013.

Participation à six autres jurys de thèse sans être rapporteur.

FONCTIONS DE SÉLECTION ET D'ÉVALUATION

- Depuis 2020 Évaluation d'articles pour la *Revue internationale de droit comparé*
- 2018 Évaluation d'articles pour la *Utrecht Journal of International and European Law*
- 2016 Évaluation de thèses dans le cadre de l'attribution du prix de thèse du Centre français de droit comparé.
Évaluation d'articles pour la revue *European Public Law* (dir. P. Birkinshaw)
Membre des Comités de suivi de thèse de l'École doctorale de Lyon.
- Depuis 2015 Évaluation d'articles pour la revue et du blog *Jus Politicum*.
- Depuis 2013 Présidence ou membre de Comités de sélection des Facultés de Droit de Saint-Étienne, de Clermont-Ferrand, de Paris II Panthéon-Assas, de Paris I Panthéon-Sorbonne, de Lyon III, de Lyon II, de Science-po Lyon et de Grenoble.

FONCTIONS DE CONSULTATION

- 2021 Audition par la Commission des Lois du Sénat sur la proposition de loi « Sécurité globale » (aspects constitutionnels, de droit comparé et de droit public économique).
- 2018 Rapport remis à l'Ordre des avocats au barreaux de Paris sur les risques juridiques liés au Brexit pour les structures de conseil et les avocats, novembre 2018 (avec A. Sotiropoulou, Th. Perroud, et M. Zolomian).
- Depuis 2017 Participation aux réunions de l'ambassade de la République d'Irlande en France sur les perspectives et les stratégies liées au Brexit.